



Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

ICC-PIDS-WU-03/09_Fra

La CPI semaine après semaine

29 septembre 2009 #3



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour ; tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en liberté.

Affaire Katanga and Ngudjolo Chui

La Chambre d'appel confirme la décision sur la recevabilité de l'affaire concernant Germain Katanga

Le 25 septembre 2009, la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a **rejeté l'appel** interjeté par Germain Katanga contre la décision rendue le 12 juin par la Chambre de première instance II, qui avait déclaré l'affaire le concernant recevable devant la CPI.



Germain Katanga à l'audience ©ICC-CPI

En février 2009, Germain Katanga a déposé devant la Chambre de première instance II une exception d'irrecevabilité de l'affaire devant la CPI. Il a fait valoir, entre autres, que la République démocratique du Congo (RDC) était en position de le poursuivre et que, par conséquent, il ne devrait pas être poursuivi devant la CPI. Il a également fait valoir que le Procureur aurait dû, dans sa requête aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt, communiquer à la Chambre préliminaire des documents indiquant que Germain Katanga faisait l'objet d'enquêtes en RDC, ce qui aurait rendu l'affaire irrecevable devant la CPI. Le 12 juin, la Chambre de première instance II a rejeté l'exception d'irrecevabilité. La Défense a interjeté appel de cette décision.

Le 25 septembre 2009, M. le juge Daniel David Ntanda Nsereko, en sa qualité de juge président dans cette affaire, a donné, lors d'une audience publique, un résumé de l'arrêt de la Chambre d'appel. Il a exposé chacun des cinq moyens d'appel et les conclusions de la Chambre :

- La Défense avait fait valoir que la Chambre de première instance a eu tort de considérer que l'exception d'irrecevabilité avait été déposée tardivement et aurait dû être présentée avant « l'ouverture du procès ». La Chambre d'appel a noté que Germain Katanga lui-même reconnaît qu'il n'a souffert d'aucun préjudice en raison de l'interprétation prétendument erronée du Statut de Rome donnée par la Chambre de première instance, puisque cette dernière avait néanmoins décidé de se prononcer sur le bien-fondé de l'exception. En l'absence d'un préjudice, la Chambre d'appel a considéré qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le bien-fondé de ce premier moyen d'appel.

- La Défense avait en outre fait valoir que la Chambre de première instance II a eu tort de considérer que la Chambre préliminaire I avait, à bon droit, déclaré l'affaire recevable, alors que le Procureur ne lui avait pas communiqué des documents pertinents relatifs aux attaques lancées contre Bogoro, pour lesquelles un mandat d'arrêt contre Germain Katanga était demandé. La Chambre d'appel a considéré que si elle avait à examiner le bien-fondé de ce deuxième moyen d'appel, elle serait en réalité amenée à examiner la décision de la Chambre préliminaire de délivrer un mandat d'arrêt, et non pas la décision de la Chambre de première instance, qui fait l'objet de l'appel.
- Les troisième et quatrième moyens d'appel concernaient le respect du principe de complémentarité, qui accorde la primauté aux systèmes nationaux. En effet, la CPI ne remplace pas les systèmes nationaux de justice pénale, mais les complète. La Chambre d'appel a considéré que le principe de complémentarité, selon le Statut de Rome, établit un équilibre entre, d'une part, la préservation de la primauté des procédures nationales vis-à-vis la CPI et, d'autre part, le but du Statut de Rome tendant à « mettre fin à l'impunité ». Si un Etat n'ouvre pas d'enquête ou est dans l'incapacité de le faire et, le cas échéant, ne poursuit pas les auteurs des crimes relevant du Statut, la CPI doit pouvoir intervenir. La Chambre d'appel a également noté qu'au moment de la procédure d'examen de la recevabilité de l'affaire, aucune procédure n'avait été engagée en RDC à l'encontre de Germain Katanga relativement aux crimes pour lesquels il est poursuivi devant la CPI, ou d'autres crimes allégués. En revanche, la RDC a clairement indiqué qu'elle souhaite qu'il soit poursuivi, mais devant la CPI.
- Selon le cinquième moyen d'appel, la Défense de M. Katanga a contesté qu'un Etat puisse être autorisé à décider de poursuivre ou non les auteurs de crimes internationaux sans avoir à justifier ou à expliquer son « manque de volonté ». Selon la Défense, ceci aurait pour conséquence de priver l'accusé de son droit à contester d'une manière effective la recevabilité d'une affaire sur la base du manque de



M. le juge Daniel David Ntanda Nsereko à l'audience ©ICC-CPI

volonté ou de l'incapacité de l'Etat concerné à poursuivre les auteurs de tels crimes. La Chambre d'appel a toutefois considéré que cet argument n'est pas valable. La détermination de l'admissibilité d'une affaire revient à la CPI, qui examine tous les faits pertinents selon les critères de l'article 17 du Statut de Rome.

Pour ces raisons, la Chambre d'appel a confirmé la décision rendue le 12 juin 2009 par la Chambre de première instance II, et a rejeté l'appel.

Germain Katanga a été transféré à la CPI le 17 octobre 2008. Les charges ont été confirmées par la Chambre préliminaire I le 26 septembre 2008. Lui et Mathieu Ngudjolo Chui auraient conjointement commis, par l'intermédiaire d'autres personnes, des crimes contre l'humanité (meurtre, esclavage sexuel et viol) et des crimes de guerre (le fait de faire participer des enfants de moins de 15 ans à des hostilités ; le fait de diriger intentionnellement une attaque

contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement aux hostilités ; homicide intentionnel ; destructions de biens ; pillage ; et esclavage sexuel et viol). Le début du procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* est prévu pour le 24 novembre 2009.

Liens utiles :

[La CPI en un clin d'œil, 25 septembre, 2009](#)

[Fiche d'information sur l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*](#)

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 septembre 2009

Affaire Katanga and Ngudjolo Chui

Motifs de la décision relative aux 345 demandes de participation de victimes à la procédure

Rendue par la Chambre de première instance II, le 23 septembre 2009

Décision complémentaire sur la situation du témoin 267

Rendue par la Chambre de première instance II, le 23 septembre 2009

Judgment on the Appeal of Mr. Germain Katanga against the Oral Decision of Trial Chamber II of 12 June 2009 on the Admissibility of the Case

Rendue par la Chambre d'appel, le 25 septembre 2009

Affaire Lubanga Dyilo

Decision on the request by the legal representative of victims a/0001/06, a/0002/06, a/0003/06, a/0049/06, a/0007/08, a/0149/08, a/0155/07, a/0156/07, a/0404/08, a/0405/08, a/0406/08, a/0407/08, a/0409/08, a/0149/07 and a/0162/07 for admission of the final report of the Panel of Experts on the illegal exploitation of natural resources and other forms of wealth of the Democratic Republic of the Congo as evidence

Rendue par la Chambre de première instance I, le 22 septembre 2009

Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance.

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 septembre 2009

Affaire Bemba

Decision notifying the election of the Presiding Judge in the case against Mr Jean-Pierre Bemba Gombo

Rendue par la Chambre de première instance III, le 23 septembre 2009

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de trois affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun* (« Ahmad Harun ») et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman* (« Ali Kushayb »), *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* et *Le Procureur c. Bahr Idriss Abu Garda*. Trois mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de Harun, Kushayb et Al Bashir. Les trois suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Le suspect n'est pas détenu par la CPI. L'audience de confirmation des charges doit s'ouvrir le 19 octobre 2009.

Décisions adoptées entre le 21 et le 25 septembre 2009

Affaire Abu Garda

Decision on the Defence's Urgent Application for an ex parte hearing and rescheduling the hearings to be held on 23 September 2009

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 22 septembre 2009

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#).

Des résumés audio-visuels sont disponibles sur [notre chaîne Youtube](#).

Interagir avec les communautés

L'équipe de sensibilisation à Kinshasa organise des sessions de formation pour la communauté juridique congolaise



L'équipe de sensibilisation anime une session de formation avec des juristes de Kinshasa, les 21 et 23 septembre 2009 ©ICC-CPI

Les 21 et 23 septembre, l'Unité de la sensibilisation basée à Kinshasa a tenu des sessions de formation et d'information en direction des avocats des deux barreaux de Kinshasa. Deux cents avocats ont participé à ces activités, dont l'objectif était de renforcer la capacité de la communauté juridique à l'égard de la Cour pénale internationale et de les préparer à l'ouverture prochaine du procès à l'encontre de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo Chui. De nombreuses questions ont pu être abordées, notamment : la présentation de la CPI ainsi que des affaires en cours, l'application du Statut de Rome par les tribunaux militaires congolais, les droits des victimes et le rôle des avocats devant la Cour.